



Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

159 Av. Jean Lolive
93500 Pantin
tél. : 01 53 63 55 00
fax : 01 45 49 12 68
www.anru.fr

Mission d'assistance au recrutement des
personnels de l'ANRU

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Référence du marché : 2025-18 & 2025-19



SOMMAIRE

1	OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
1.1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2	PRESTATIONS SIMILAIRES	4
3	PASSATION DES BONS DE COMMANDES	4
4	CONDUITE DES PRESTATIONS – INTERLOCUTEURS	5
4.1	REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
4.2	PILOTAGE DES PRESTATIONS PAR L'ANRU	5
4.3	INTERLOCUTEUR DEDIE DU TITULAIRE	5
4.4	EQUIPE AFFECTEE A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.5	OBLIGATIONS GENERALES	6
5	CONFLIT D'INTERETS	7
5.1	DEFINITION DU CONFLIT D'INTERET	7
5.2	MODALITES DE PREVENTION DU CONFLIT D'INTERET EN AMONT DE L'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	7
5.3	MODALITES DE PREVENTION DU CONFLIT D'INTERET LORS DE LA REALISATION BONS DE COMMANDE.....	7
6	GROUPEMENT D'ENTREPRISES.....	8
6.1	ROLE DU MANDATAIRE	8
6.2	REGIME DES PAIEMENTS	8
7	MODALITE DES COMMUNICATIONS PAR ECHANGES DEMATERIALISES	8
8	CONFIDENTIALITE.....	8
9	DELAIS D'EXECUTION, MODALITES DE DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS.....	9
9.1	DEMARRAGE DES PRESTATIONS	9
9.2	DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
9.3	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	9
10	VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS	9
11	PENALITES	9
11.1	PENALITES DE RETARD	9
11.2	PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	10
12	PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	10
12.1	FORME DES PRIX.....	10
12.2	CONTENU DES PRIX.....	10
13	MODALITES DE REGLEMENT	10
13.1	AVANCE.....	10
13.2	ACOMPTES	10
13.3	ÉTABLISSEMENT DES FACTURES	11
13.4	MODALITES DE PAIEMENT – DELAI DE PAIEMENT	11
13.5	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES	12
14	ASSURANCES.....	12
15	SOUS-TRAITANCE.....	12
16	CLAUSE DE REEXAMEN	13



Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

17	RESPONSABILITE, DEVOIR DE CONSEIL	13
18	CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL.....	13
19	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	14
19.1	OBJET	14
19.2	DESCRIPTION DU TRAITEMENT	14
19.3	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
19.4	OBLIGATIONS DE L'ANRU	15
19.5	SORT DES DONNEES.....	15
20	REVERSIBILITE.....	15
21	APPLICATION DE L'ARTICLE D.8222-5 OU D.8222-7 ET D.8222-8 DU CODE DU TRAVAIL ..	16
22	DIFFERENDS ET LITIGES.....	17
23	RESILIATION	17
24	DEROGATIONS AU CCAG.....	17

1 Objet et forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet d'accompagner le Pôle RH de l'ANRU dans sa mission de recrutement des personnels.

L'accord-cadre est alloté comme suit :

- Lot 1 : Recrutement des postes d'experts et des fonctions support
- Lot 2 : Recrutement des postes liés aux systèmes d'information

Le détail des prestations est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières.

L'accord-cadre est conclu, pour chacun des lots, avec deux titulaires.

Le présent cahier des clauses administratives particulières est commun aux deux lots.

2 Prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de passer des marchés négociés complémentaires pour la réalisation de prestations similaires dans la limite d'une durée de trois ans à compter de la notification et d'utiliser la procédure négociée afin de conclure un marché de service ayant pour objet la réalisation de **prestations similaires** à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché (marché initial).

3 Passation des bons de commandes

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande selon les modalités suivantes :

Les bons de commande, émis sur le fondement de l'accord-cadre, sont notifiés au titulaire par l'ANRU, pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre.

La répartition des bons de commande par titulaires se fera selon la méthode dite de « la cascade ».

Le titulaire dont l'offre aura été classé en première position, lors de l'analyse des offres, sera toujours sollicité en premier pour l'attribution du bon de commande. Toutefois, le titulaire classé en seconde position sera sollicité dans les cas suivants :

- Lorsque le premier titulaire n'aura pas respecté les délais ou n'aura pas présenté des candidatures dans les 15 jours ouvrés suivants la notification du bon de commande ;
- En cas de qualité insuffisante ou d'inadéquation manifeste des profils proposés ;
- En cas de défaut de suivi de communication sur l'avancement de la mission ;
- En cas d'abandon explicite ou implicite de la mission.

L'ANRU sollicite le titulaire par l'envoi d'une demande de devis explicitant son besoin. Le titulaire s'engage, dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande, à confirmer la prise en charge de la demande, en envoyant son devis, et l'absence d'empêchement.

L'ANRU émet un bon de commande sur la base du devis transmis par le titulaire. Ce bon de commande fait apparaître :

- Les références de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- L'intitulé des prestations et leur montant ;
- Les délais d'exécution.

La durée d'exécution maximale d'un bon de commande est fixée à 6 mois.

S'agissant de la durée de validité des bons de commande :

- Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.
- La durée d'exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, excéder de six mois la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que seuls les bons de commande établis sur informatique par l'ANRU engagent l'Agence.

4 Conduite des prestations – interlocuteurs

4.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est l'ANRU représentée par la Directrice Générale, ou toute personne ayant reçue délégation de cette dernière.

159 Avenue Jean Lolive
93500 Pantin
Téléphone : 01.53.63.55.00
Télécopie : 01.45.49.12.68

4.2 Pilotage des prestations par l'ANRU

Le pilotage des prestations est réalisé par le Pôle Ressources Humaines.

4.3 Interlocuteur dédié du titulaire

Le titulaire identifie un interlocuteur principal dédié, responsable des prestations ainsi qu'un autre interlocuteur en capacité de le suppléer à tout moment.

Dans l'hypothèse où l'interlocuteur principal dédié et l'interlocuteur suppléant du Titulaire seraient indisponibles sur une période supérieure à 1 semaine ou définitivement, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé l'ANRU par courriel et dans les plus brefs délais, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai.

Le Titulaire désigne un nouvel interlocuteur dédié. Ce dernier devra présenter une connaissance, une compétence, une expérience et plus généralement un niveau au moins équivalent au précédent interlocuteur dédié. Cette désignation pourra être effectuée par courrier ou courriel, pour validation par l'ANRU.

L'ANRU pourra demander toute information complémentaire sur les compétences et expériences de l'interlocuteur présenté. Elle pourra demander à rencontrer préalablement la personne proposée par le Titulaire.

La décision de l'ANRU d'accepter le nouvel interlocuteur dédié sera notifiée dans le délai de 10 jours ouvrés. Si nécessaire, l'ANRU informera préalablement le Titulaire d'une éventuelle prolongation de ce délai.

L'absence de capacité de proposer un nouvel interlocuteur dédié emportant acceptation de l'ANRU est un motif de résiliation du présent accord-cadre. Le cas échéant, aucune indemnité n'est due au titulaire.

Plus généralement, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations.

4.4 Equipe affectée à l'exécution des prestations

Le Titulaire s'engage à ce que son équipe soit disponible dans les délais prévus au présent accord-cadre, dans les bons de commande et les marchés subséquents.

Le Titulaire s'engage à affecter, pour la réalisation des prestations, des compétences, des ressources et des profils dédiés :

- Conformes aux exigences formulées à l'accord-cadre et à son offre ;
- Répondant aux besoins de l'accord-cadre notamment en termes de compétence et de disponibilité ;
- Ayant une connaissance approfondie des tâches relevant des prestations, objet du présent accord-cadre.

Le Titulaire est seul responsable des ressources humaines qu'il affecte à la bonne exécution de ses obligations contractuelles et garantit la disponibilité des ressources nécessaires pour assurer l'exécution de ses obligations dans les délais contractuels.

Le Titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour respecter ses obligations contractuelles, à augmenter l'effectif de son équipe de travail sans accroissement du coût pour l'ANRU.

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, l'ANRU se réserve le droit de récuser, par écrit tout membre de l'équipe du Titulaire qui s'avérerait inadapté ou ne donnerait pas entière satisfaction dans l'exécution des prestations qui lui sont confiées, ou toute personne qui ne respecterait pas les règles édictées par l'ANRU pour la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire doit procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions suivantes : il doit proposer un remplaçant de niveau et compétences équivalentes dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception de la demande de récusation. Les coûts de remplacement sont à la charge exclusive du Titulaire.

Les personnes dédiées à l'exécution des prestations rendent compte de leur avancée à l'interlocuteur dédié du Titulaire. A ce titre, il est précisé que le Titulaire est libre d'aménager les tâches de son personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre dans le respect des intérêts et besoins de l'ANRU.

Pour l'exécution des prestations, le Titulaire affecte, en nombre suffisant, des équipes qualifiées et pourvues des qualités ainsi que des connaissances et compétences nécessaires, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le Titulaire s'engage en outre à ce que les compétences de ses équipes soient stables pendant la durée des prestations.

Cet engagement du Titulaire sur la compétence, le nombre et la stabilité des équipes est une obligation essentielle de l'accord-cadre sans laquelle l'ANRU n'aurait pas contracté.

4.5 Obligations générales

Le Titulaire s'engage à effectuer ses prestations de façon diligente, efficace et économique, conformément aux techniques et usages de la profession. Dans l'exécution des prestations qui lui seront confiées, il se conforme strictement aux stipulations contractuelles.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à aviser l'ANRU de toute difficulté de réalisation des prestations et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'exécution de l'accord-cadre ne s'en trouve pas rendue plus complexe, longue ou compromise.

Le Titulaire a, d'une façon générale, un devoir de conseil. Il doit fournir spontanément à l'ANRU l'ensemble des conseils, mises en garde, recommandations et alertes nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations qui lui sont communiqués par l'ANRU avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire sélectionne des personnes ayant les compétences requises dont il atteste la conformité et la régularité au regard des règles définies par le Code du travail ou par toute autre réglementation qui pourrait être spécifique à une profession requise.

Ainsi, le Titulaire s'engage notamment à :

- Exécuter en sa qualité de professionnel et au mieux de ses compétences les prestations, objet du présent accord-cadre ;
- Travailler en coordination avec l'ANRU sur l'avancement et au suivi des prestations ;
- Assurer le remplacement des responsables et personnels en cas de défaillance par des collaborateurs de qualification et d'expérience équivalentes ;
- Assurer le pilotage, le contrôle et la coordination des prestations ;
- Informer l'ANRU du déroulement des prestations qui lui sont confiées ;
- Assurer une continuité de service des prestations qui lui sont confiées.

5 Conflit d'intérêts

Le titulaire s'abstient de tout contact ou action de nature à compromettre son indépendance et son impartialité dans l'exécution de l'accord-cadre.

5.1 Définition du conflit d'intérêt

Le titulaire est en situation de conflit d'intérêt dès lors qu'il a un intérêt, direct ou indirect (par exemple par l'intermédiaire d'une filiale), de nature notamment économique ou commerciale, pouvant raisonnablement être regardé comme étant de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de la prestation qui lui est confiée par le bon de commande.

5.2 Modalités de prévention du conflit d'intérêt en amont de l'attribution des bons de commande

Le titulaire, saisi selon les modalités définies au présent CCAP, doit explicitement informer s'il se trouve en situation de conflit d'intérêts. Dès lors qu'il estime qu'un risque de conflit d'intérêt existe, le titulaire :

- Identifie la nature et l'ampleur du conflit d'intérêt ou du risque de conflit d'intérêt ;
- Présente toutes les mesures prises pour prévenir la survenance du conflit d'intérêt ou pour remédier à tout conflit d'intérêt constaté.

Au vu des éléments fournis et des informations qu'elle détient, l'ANRU décide si le titulaire se trouve dans une situation d'empêchement résultant d'un conflit d'intérêt. Le cas échéant, le titulaire concerné ne remet pas d'offre pour la consultation concernée.

L'ANRU se réserve le droit de procéder à la résiliation du présent accord-cadre pour faute en cas d'absence de déclaration ou de fausse déclaration dans les conditions et selon les modalités définies par l'article 25 du présent CCAP.

Le titulaire répercute par écrit toutes les obligations pertinentes auprès des membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction ainsi qu'auprès des tiers participant à l'exécution du marché (sous-traitant).

5.3 Modalités de prévention du conflit d'intérêt lors de la réalisation des bons de commande

Tout conflit d'intérêt imprévisible et trouvant son origine pendant l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commandes sans remise en concurrence doit être signalé sans délai et par écrit à l'ANRU. Dès lors qu'il estime qu'un risque de conflit d'intérêt existe, le titulaire :

- Identifie la nature et l'ampleur du conflit d'intérêt ou du risque de conflit d'intérêt ;
- Présente toutes les mesures prises pour prévenir la survenance du conflit d'intérêt ou pour remédier à tout conflit d'intérêt constaté. Au vu des éléments fournis et des informations qu'elle détient, l'ANRU décide si le titulaire se trouve dans une situation justifiant la fin anticipée du bon de commande concerné. L'ANRU se réserve le droit de procéder à la résiliation de l'accord-cadre pour faute en cas d'absence de déclaration ou de fausse déclaration. Le titulaire répercute par écrit toutes les obligations pertinentes auprès des membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction ainsi qu'auprès des tiers participant à l'exécution du marché (sous-traitant).

6 Groupement d'entreprises

Les dispositions du présent articles sont applicables dans l'hypothèses où le titulaire de l'accord-cadre est un groupement d'entreprises.

6.1 Rôle du mandataire

Les dispositions du présent article sont applicables dans l'hypothèse où le Titulaire de l'accord-cadre est un groupement d'entreprises solidaire.

Le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'ANRU.

Le mandataire doit transmettre à tous les cotraitants concernés les instructions, notes, directives, ordres de service, correspondances, informations et pièces relatives à l'exécution de l'accord-cadre, et de façon générale, toute pièce émanant de l'ANRU et, de même, transmettre à l'ANRU les correspondances, informations, réclamations, réserves et demandes des cotraitants susceptibles d'affecter l'exécution de l'accord-cadre.

Le mandataire coordonne la réalisation des prestations de l'accord-cadre et garantit, au nom du groupement leur bonne exécution et le respect des délais d'exécution.

Le paiement des prestations est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur les demandes de paiement.

6.2 Régime des paiements

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations tel que détaillé dans le bon de commande.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le titulaire a transmis avec son offre une répartition des paiements entre les membres du groupement en ayant indiqué les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

7 Modalité des communications par échanges dématérialisés

En application de l'article 3.1 du C.C.A.G, la notification au titulaire des décisions et informations de l'ANRU qui font courir un délai peut se faire par simple mail.

8 Confidentialité

Le titulaire est dû aux obligations de confidentialité mentionnées au C.C.A.G.- FCS ci-après rappelées :

« 5.1.1. Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à

en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

5.1.2. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

5.1.3. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché. ».

9 Délais d'exécution, modalités de déclenchement des prestations

9.1 Démarrage des prestations

Le marché prend effet à la notification de l'accord-cadre. Les prestations débuteront à la notification de chacun des bons de commandes correspondant.

9.2 Délais d'exécution des prestations

Outre les délais formulés au CCTP, les délais de réalisation sont ceux mentionnés dans le bon de commande adressée au titulaire par l'ANRU. A défaut de mention dans le bon de commande, les délais peuvent être transmis au titulaire par simple mail. Ces délais peuvent être prolongés dans les conditions prévues au CCAG- FCS.

9.3 Prolongation des délais d'exécution

Les délais d'exécution peuvent être prolongés dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

10 Vérification et réception des prestations

Les prestations font l'objet d'opérations de vérification et de réception par bon de commande.

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions fixées aux articles 22 et suivants du CCAG-FCS. L'admission des prestations peut prendre la forme d'un simple mail en ce sens.

11 Arrêt des prestations

L'ANRU se réserve le droit d'arrêter la poursuite des prestations dès lors que celles sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement et qu'il est affecté, dans le bordereau des prix unitaires, à chacune de ces parties un montant déterminé.

La décision d'arrêt des prestations entraîne la résiliation du bon de commande concerné et n'ouvre droit à aucune indemnité, autre que le paiement des prestations réalisées.

12 Pénalités

12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-FCS, elles sont dues quel que soit leur montant.

- En cas de retard dans la remise des livrables, il sera appliqué une pénalité de 100 € par jour de retard ;
- En cas d'absence injustifiée à une réunion, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 150 € ;

Les pénalités sont dues de plein droit par le Titulaire du seul fait du dépassement en cause, sans mise en demeure préalable.

Ces pénalités sont indépendantes les unes des autres et le paiement des pénalités ne saurait libérer le Titulaire de ses obligations. Les pénalités peuvent se cumuler entre elles et ne sont en aucun cas exclusives des dommages et intérêts et autres indemnités, droits et recours de l'ANRU en raison du retard et/ou de l'inexécution totale ou partielle par le Titulaire de ses obligations. La mise en jeu du présent article n'emporte en aucun cas renonciation à invoquer l'article « Résiliation » du présent accord-cadre.

Le montant des pénalités sera appliqué sur le montant de la facture correspondante.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités quel que soit leur montant total pour l'ensemble du marché.

12.2 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 Prix de l'accord-cadre

13.1 Forme des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires définitifs, tels que précisés dans le bordereau des prix unitaires. Ces prix ne sont ni actualisés, ni révisés.

13.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

14 Modalités de règlement

14.1 Avance

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire peut recevoir une avance, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est calculé comme suit :

- 20 % pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le remboursement des avances versées au titulaire s'effectue conformément aux dispositions de l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

14.2 Acomptes

Le titulaire adresse une facture par bon de commande une fois les prestations admises. Pour les bons de commande dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois, le titulaire peut adresser une ou plusieurs demandes de paiement trimestrielle. Le cas échéant, les prix unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

14.3 Règlement partiel des missions

Dans le cas où un candidat qui aurait été identifié par l'ANRU, et non par le prestataire, seuls les honoraires correspondant aux étapes (définies dans le CCTP) réellement exécutées seront payés au titulaire.

Dans le cas où l'ANRU recrute un candidat, présenté par le titulaire à l'occasion d'une précédente mission, le titulaire sera indemnisé d'une somme correspondant à l'addition des étapes 2 et 3.

14.4 Établissement des factures

Outre les mentions légales, les factures du Titulaire font apparaître les références au présent accord-cadre et celles du bon de commande.

Les demandes de paiement sont adressées à l'ANRU via le portail ChorusPro : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les factures seront libellées au nom de l'ANRU de la façon suivante :

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
Direction des Affaires financières, des Systèmes d'Information et de la Comptabilité (DAFSIC)
Pôle SFACT
159 Avenue Jean Lolive
93500 Pantin

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

A défaut des mentions permettant leur identification et accompagnées des justificatifs demandés dans le présent marché ainsi que dans le cas où les demandes de paiement ne comporteraient pas les mentions obligatoires ci-dessus, les factures seront rejetées et le délai de paiement sera suspendu dans les conditions fixées à l'article 4 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

14.5 Modalités de paiement – délai de paiement

Les paiements sont effectués par virement sur le compte du titulaire défini dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

L'ANRU s'acquittera des sommes dues au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement conforme à la réglementation et aux exigences de l'accord-cadre. Tout retard dans le paiement entraîne :

- La mise en œuvre d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- Le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

14.6 Nantissement ou cession de créances

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement des créances dans les conditions fixées aux articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement est transmis au comptable assignataire à l'adresse : Madame la Directrice Générale de l'ANRU, 159 avenue Jean Lolive, 93500 PANTIN.

Les demandes de renseignements sont adressées à : Pôle Affaires Juridiques et Achats, 159 avenue Jean Lolive, 93500 PANTIN.

15 Assurances

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS.

16 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations du présent accord-cadre dans les conditions fixées aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Seront transmis sur demande de l'ANRU tous documents nécessaires à l'appréciation des capacités techniques, juridiques, administratives et financières du ou des sous- traitants proposés permettant une juste appréciation de l'offre.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire doit adresser à l'ANRU, par courrier recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- Un acte spécial ou déclaration de sous-traitance mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel ou maximum des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics, daté et signé par le Titulaire et le sous-traitant ; Les demandes d'agrément des sous- traitants pourront être faites en utilisant le formulaire modèle DC4 « déclaration de sous-traitance » (dernière version en vigueur) ou équivalent, téléchargeable en suivant le lien : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;

Dans tous les cas, la demande de sous-traitance devra être accompagnée des CV des intervenants du/des sous-traitants. Par ailleurs, pourront être transmis ou demandés par l'ANRU tous documents nécessaires à l'appréciation des capacités techniques, juridiques, administratives et financières du/des sous-traitants proposés permettant une appréciation de leurs capacités.

- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les obligations qui incombent au Titulaire dans le cadre de l'accord-cadre et du bon de commande s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le Titulaire s'engage à les leur communiquer. Lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant est payé directement par l'ANRU.

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences du code de la commande publique et aux stipulations de l'article 3.6 du CCAG-FCS. Il lui est rappelé que la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

En cas de sous-traitance, le Titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des prestations sous- traitées. Les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Il appartient au titulaire de transmettre les demandes de paiement de ses sous-traitant après les avoir validées.

16 Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique et à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent accord-cadre peut faire l'objet d'un réexamen de ses conditions dans les cas suivants :

- De substitution du titulaire par un nouveau (à la suite d'une fusion-absorption, par exemple)

17 Responsabilité, devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de résultats en ce qui concerne l'exécution matérielle de ses prestations et à une obligation de moyens en ce qui concerne leur contenu intellectuel. Le titulaire est également tenu à une obligation au devoir d'information et de conseil notamment en ce qui concerne le contenu du présent marché.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultats en ce qui concerne l'exécution matérielle et chiffrée de ses prestations, notamment les calculs de rémunération et de cotisations sociales, et à une obligation de moyens en ce qui concerne leur contenu intellectuel

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ANRU différente de celle qu'il aura préconisée.

L'ANRU ne saurait être tenue responsable des bogues présentes dans les outils mis à la disposition du titulaire, et ne prendra donc pas à sa charge d'éventuelles conséquences de ces bogues. Il appartient au titulaire de les contourner.

Pendant le marché, le titulaire doit résoudre les éventuels dysfonctionnements pouvant apparaître du fait du changement de version des outils utilisés.

18 Confidentialité et secret professionnel

Chacune des parties s'engage à conserver et à ne pas divulguer, les informations et documents de quelque nature que ce soit, qu'elle aurait pu recueillir, obtenir ou dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché concernant l'autre partie.

Plus précisément, en aucun cas les logiciels, les procédures de gestion, ainsi que les documents émis par l'ANRU ou remis au titulaire par l'ANRU ne pourront être cédés, reproduits, divulgués ou publiés par le titulaire, sauf accord préalable et écrit de l'ANRU.

Les deux parties se portent fort du respect du présent engagement du secret par leurs préposés ou toute autre personne dont elles ont la responsabilité.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que chaque partie aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre du marché et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de la partie concernée recueillant l'information.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne pas utiliser la référence à son marché avec l'ANRU à des fins publicitaires sans l'accord écrit préalable de l'ANRU.

Le non-respect de ses engagements par le titulaire expose celui-ci à d'éventuelles condamnations pénales, ainsi qu'à la résiliation du marché conformément à l'article 22 du présent document.

19 Protection des données à caractère personnel

19.1 Objet

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à traiter les données à caractère personnel pour les besoins de l'exécution de ses relations contractuelles avec l'ANRU.

De façon générale, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le RGPD).

19.2 Description du traitement

Finalité du traitement :

- Procéder au recrutement des membres du personnel dès lors qu'un poste est à pourvoir
- Constituer une CVthèque pour des postes à pourvoir dans le futur

Catégories de personnes concernées : les candidats à un poste à pourvoir (interne ou externe), ou candidats présentant une candidature spontanée, candidats à des stages ou à une alternance.

Catégories de données concernées :

- Données d'identité : nom, prénom, photographie (facultatif), sexe, date et lieu de naissance, coordonnées personnelles
- Données relatives aux qualifications du candidat : diplômes, certificats et attestations, langues étrangères pratiquées, expériences professionnelles passées, responsabilités occupées, dates des responsabilités, lettre de recommandation
- Données relatives au parcours du candidat : prise de références auprès d'anciens employeurs

Durée du traitement :

- Suppression automatique chaque année des courriels intégrés à la boîte mail recrutement
- Suppression manuelle réalisée sur le serveur au plus tard tous les deux ans

Source des données : Candidatures reçues

Transfert de données : Pas de transfert hors UE

19.3 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage plus précisément :

- à garder confidentielles les données à caractère personnel auxquelles il aura accès à l'occasion de l'exécution du contrat le liant à l'ANRU ;
- à ne pas utiliser les données à caractère personnel traitées à d'autres fins que celles spécifiées dans le contrat ou ayant donné lieu à une instruction écrite de l'ANRU ;
- à ne pas divulguer les données à caractère personnel traitées à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, publiques ou privées, sauf aux fins strictement nécessaires à la bonne exécution du contrat ou sur instruction de l'ANRU ;
- à n'avoir recours, le cas échéant, à un sous-traitant à qui de telles données pourraient être transmises qu'avec l'autorisation écrite préalable de l'ANRU et, en tout état de cause, uniquement, sous réserve de l'assurance de garanties de confidentialité et de sécurité des données suffisantes ;
- à notifier dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 72 heures après en avoir eu connaissance toute violation de données à caractère personnel ainsi que toute information relative à la gravité et l'étendue de la violation et son origine ;
- à ne prendre aucune copie des documents et supports d'information qui lui seront confiés, en dehors de ce qui est requis par l'exécution du contrat ou qui procède d'une instruction de l'ANRU ;
- à assister, dans la mesure du possible, l'ANRU dans le respect de ses propres obligations « informatique et libertés » et notamment dans le cas d'une demande de droit d'une personne concernée et/ou pour la

- réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ;
- à communiquer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément, à l'article 37 du règlement sur la protection des données à caractère personnel ;
- à documenter sa conformité à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel - et plus particulièrement s'agissant des opérations effectuées dans le cadre de l'exécution du contrat le liant avec l'ANRU - et à tenir à sa disposition cette documentation, notamment dans le cadre de la réalisation d'audit ;
- à assurer la sécurité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution dudit contrat en mettant en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adéquates et visées en annexe de l'acte d'engagement ;
- à respecter, de façon absolue, les obligations précitées et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

19.4 Obligations de l'ANRU

L'ANRU s'engage, pour sa part :

- à ne transmettre au titulaire que les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- à formuler ses instructions au titulaire s'agissant d'un traitement de données à caractère personnel, par écrit ;
- à garantir le respect des droits relatifs à la protection des données à caractère personnel des personnes concernées et notamment, le cas échéant, le droit d'être tenu informé de la communication de leurs données au [cocontractant] ;
- à veiller pendant toute la durée des traitements de données à caractère personnel sur lesquels le cocontractant pourrait être conduit à intervenir au respect des obligations prévues par le RGPD.

19.5 Sort des données

A l'issue du contrat, le titulaire s'engage à supprimer toutes les données à caractère personnel détenues et à détruire toute éventuelle copie existante (sauf si des obligations légales ou réglementaires s'y opposent), après avoir transféré l'ensemble des données relatives à la réalisation du marché, conformément à la phase de transférabilité prévue dans la mission 3 du présent marché.

20 Réversibilité

La réversibilité intervient lorsque la relation contractuelle cesse quelle que soit la cause de ce terme.

Il pourra être établi un plan de réversibilité entre les parties qui sera annexé au présent accord cadre. Celui-ci définira la durée et les conditions de mise en œuvre de la réversibilité et fera l'objet de mise à jour régulière au regard du déroulement des prestations objet du présent accord cadre.

En tout état de cause, les principes suivants doivent être respectés par le titulaire, qu'un plan de réversibilité ait été établi ou non :

La réversibilité sur les données a pour objectif de permettre à l'ANRU de récupérer l'ensemble des données et informations confiées titulaire et ce dans les meilleures conditions.

En cas de cessation de la relation contractuelle, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à restituer à la première demande de l'ANRU dans un délai de 3 mois, l'ensemble des données lui appartenant sous un format standard lisible sans difficulté dans un environnement équivalent (le format précis des données peut être précisé dans le plan de réversibilité le cas échéant). Le titulaire devra maintenir un niveau de sécurité suffisant durant ces opérations de sorte que les exigences de l'ANRU en la matière ne soient jamais remises en cause. Le transfert des données devra être réalisé en ayant recours à des moyens techniques permettant de réaliser ce transfert dans un délai raisonnable (en termes de capacité machine et réseau suffisant notamment).

Le titulaire fera en sorte que, selon la solution retenue par l'ANRU :

- l'ANRU puisse poursuivre l'exploitation des données, sans rupture, directement ou avec l'assistance du futur titulaire ;
- le futur titulaire puisse directement poursuivre l'exploitation des données, sans rupture.

En ce qui concerne plus spécifiquement le sort des données à caractère personnel, les stipulations de l'article 19 « Protection des données à caractère personnel » devront être respectées.

21 Application de l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail

Le titulaire remet à l'Agence, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 (ex R. 324-4) ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (ex R. 324-7) (pour les établissements situés à l'étranger) du code du travail.

Si le candidat est établi ou domicilié en France (application de l'article D.8222-5 du code du travail) :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
2. Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger (application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail) :

1. Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
2. Un document attestant de la régularité de la situation sociale du candidat au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le candidat est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;
3. Lorsque l'immatriculation du candidat à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. En cas de groupement, ces documents sont à transmettre pour chaque membre du groupement.

22 Différends et litiges

Il est formellement spécifié que, en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourront survenir entre l'ANRU et le titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentané, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre.

Dans tous les cas, le droit applicable est le Droit français.

Les litiges qui pourraient naître entre les parties à l'occasion de ce contrat sont portés devant le tribunal administratif du siège de l'Agence.

23 Résiliation

La résiliation pourra être prononcée dans les cas et les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 45 du C.C.A.G.- FCS, l'ANRU peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire dans les cas visés dans le présent accord-cadre ou ceux visés au C.C.A.G.- FCS.

24 Dérogations au CCAG

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Article du C.C.A.G.- FCS
9	Pénalités	14.3